

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

EXECUTION DES TRAVAUX D'EXTENSION, RENFORCEMENT ET RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE - PERIODE 2025-2028

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 11 juillet 2025 à 12.00

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE NAY**
250 Rue Monplaisir
64800 BENEJACQ

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives.....	4
3 - Les intervenants	5
3.1 – Maîtrise d’ouvrage	5
3.2 - Conduite d'opération.....	5
3.3 – Maîtrise d’œuvre	5
3.4 - Contrôle Technique	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.3 - Exigences afférentes à l'exécution des travaux	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 – DQE « masqués ».....	10
6.3 – Visite sur site.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
7.3 - Signature des offres au moment du dépôt.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures	14
8.2 - Attribution des marchés	14
8.3 - Négociation.....	16
8.3.1 – Limitation du nombre de candidat admis à négocier	16
8.3.2 – Cadre général de la négociation	16
8.3.3 – Déroulement de la phase de négociation.....	17
8.4 - Suite à donner à la consultation	17
9 - Renseignements complémentaires.....	18
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	18
9.2 - Procédures de recours	18

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

EXECUTION DES TRAVAUX D'EXTENSION, RENFORCEMENT ET
RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE - PERIODE 2025-2028

Dans un double objectif de performance des ouvrages et de maîtrise de la dépense publique, ces travaux sont couverts, en plus des fascicules du CCTG, par la Charte Qualité des Réseaux d'Eau potable de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Lieu(x) d'exécution :

Le lieu d'exécution est le périmètre intercommunal de la Communauté de communes du Pays de Nay, établi depuis le 1^{er} janvier 2018 sur les 29 communes hormis NARCASTET et ASSAT (sauf les écarts côté BORDES)

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande selon la méthode dites « en cascade » **ET** de marchés subséquents émis au fur et à mesure des besoins de l'entité adjudicatrice, dans les conditions définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

L'accord-cadre sera attribué à un maximum de 2 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) **pour la partie à bons de commande** selon la méthode dites « en cascade ».

L'accord-cadre sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) **pour la partie à marchés subséquents**.

La Communauté de Communes du Pays de Nay tient à rappeler que les prix indiqués par les candidats deviennent contractuels dès la notification de l'accord cadre. Ainsi, chaque titulaire référencé devra les respecter tout au long de la durée de l'accord cadre. Ces prix contractuels seront appelés « **prix plafonds de l'accord cadre** ». De fait, **les prix indiqués dans les marchés subséquents ne sauraient être supérieurs aux « prix plafonds de l'accord cadre »**. Lors des remises en concurrence, le titulaire référencé s'engage à présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses que les offres présentées lors de la passation de l'accord cadre.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lot. L'entité adjudicatrice identifie des prestations uniformes et récurrentes sur un même secteur de travaux, estimant que la dévolution en lots séparés n'est pas nécessaire pour ce type de travaux bien déterminés (création ou réhabilitation de réseaux d'eau potable). Les opérations à mener seront faites avec des bons de commande ou des marchés subséquents bien distincts pour chaque opération.

L'entité adjudicatrice estime qu'elle ne peut dissocier en lot des prestations faisant partie du même métier et que décomposer ces travaux en sous-ensembles de prestations serait de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

Assurant elle-même sa propre maîtrise d'œuvre interne (service eau et assainissement), la Communauté de communes du Pays de Nay ne serait pas en mesure d'assurer par elle-même les missions d'Organisation, de Pilotage et de Coordination dans le cadre d'un accord cadre allotis pour ce genre d'opération d'assainissement, les travaux restant majoritairement des travaux publics de pose et de réhabilitation de réseaux d'assainissement.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code Général	Description
45232150-8	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'entité adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice. Cette forme de groupement garantit la bonne exécution des travaux objet du présent accord-cadre. Elle permet une meilleure répartition et identification des prestations relevant de chaque cotraitant, tout en assurant une responsabilisation accrue du mandataire envers l'entité adjudicatrice quant à la réalisation des travaux par les cotraitants.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

2.3 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

Les candidats sont avisés que le Bordereau des Prix Unitaire cadre du présent accord-cadre est suffisamment et très largement complet pour représenter un maximum de techniques

de pose ou de matériaux, de fournitures et d'équipements ou de technique de réhabilitation, à mettre en œuvre sur les chantiers d'assainissement « type » de la Communauté de communes du Pays de Nay. Il est rappelé que les candidats ont la possibilité, pendant la phase de consultation des entreprises de poser des questions via la plateforme.

3 - Les intervenants

3.1 – Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage de l'opération est :

Communauté des Communes du Pays de Nay

Service Eau et Assainissement

250 Rue Monplaisir

64800 BENEJACQ

Projet suivi par : Monsieur Christophe GARCIA, Chef du service « Eau et Assainissement ».

3.2 - Conduite d'opération

Le conducteur d'opération ainsi que ses missions seront assurés par la maîtrise d'ouvrage.

3.3 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Communauté des Communes du Pays de Nay

Service Eau et Assainissement

250 Rue Monplaisir

64800 BENEJACQ

Représenté par : Monsieur Christophe GARCIA, Chef du service « Eau et Assainissement ». Assisté de monsieur Jean-Charles BEAUQUESTE, technicien, chef de l'unité bureau d'études du service eau et assainissement.

En fonction des travaux à effectuer dans le cadre de l'accord-cadre, la Communauté de Communes pourra être accompagné par un maître d'œuvre externe.

3.4 - Contrôle Technique

En fonction des travaux à effectuer dans le cadre de l'accord-cadre, ceux-ci peuvent être soumis au contrôle technique. Le maître de l'ouvrage sera alors assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions figureront soit sur le bon de commande, soit dans le marché subséquent.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

En fonction des travaux à effectuer dans le cadre de l'accord-cadre, l'opération peut être soumise à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le bon de commande ou le marché subséquent précisera la mission de coordination sécurité et protection de la santé ainsi que le nom du coordinateur SPS.

Toutefois, pour les prestations nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention, l'entité adjudicatrice assure la coordination générale des mesures de prévention et procède avec

le concours du ou des titulaires à une analyse des risques afin d'élaborer ce plan de prévention.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat et le délai d'exécution des prestations sont fixés au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres de la Communauté de Communes et subvention de l'Agence de l'Eau pour la Réhabilitation des Réseaux.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Exigences afférentes à l'exécution des travaux

La Communauté de communes du Pays de Nay, engage un nouveau programme de travaux neufs et de réhabilitation de ses ouvrages d'eau potable suivant un nouveau **Schéma Directeur d'eau potable avec PGSSE** soumis à approbation par l'Agence de l'eau Adour Garonne en juin 2021.

Il doit donc suivre cette programmation en fonction des modalités de financements et des impératifs liés au service public. Ces travaux sont à réaliser selon les prérequis techniques de la **Charte Qualité de l'Agence de l'eau Adour-Garonne (Eau Sud-Ouest) pour la pose des réseaux d'eau potable**.

Les opérateurs devront avoir la capacité technique, humaine, financière et organisationnelle pour suivre le programme de travaux sans faille, pour une livraison des ouvrages calée sur cette programmation, ainsi que de répondre aux besoins en création, réparation et réhabilitation des ouvrages de la CCPN dans le cadre de sa gestion patrimoniale (regards, réseaux, branchements).

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC),
- Les actes d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Une note des prescriptions techniques particulières,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Les annexes graphiques relatives aux opérations des DQE « masqués »,
- Le formulaire DC1 et sa notice,
- Le formulaire DC2 et sa notice,
- Le formulaire DC4 et sa notice.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://demat-ampa.fr>

Le candidat est invité à s'enregistrer sur la plateforme d'administration électronique des Pyrénées-Atlantiques (<https://eadministration.lafibre64.fr/>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Attention, lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé au candidat de renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et l'adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions, report de délais, complément candidature, négociations.

En cas de retrait anonyme sur la plateforme de dématérialisation, le candidat est averti qu'il n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication des questions/réponses ou encore aux modifications / précisions du dossier de consultation des entreprises avant la date limite de remise des offres. Ces correspondances sont adressées uniquement aux candidats identifiés.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ou sur support papier n'est autorisée.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

L'entité adjudicatrice applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

1/ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur attestant n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique.	Non

2/ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Si pour une raison justifiée l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

3/ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

4/ Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Qualibat n°1552 ou norme équivalente NF X 46-010 / Traitement de l'amiante Suivant l'arrêté du 14/12/2012 et le décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante. Le référentiel de cette certification est la norme NF X46-010 d'août 2012 « Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification d'entreprise - Exigences générales ». L'entreprise joindra les processus déposés auprès de l'organisme de certification relatifs aux travaux de dépose de canalisations enterrées contenant de l'amiante.	Non

Les travaux d'eau potable réalisés pour le compte de la CCPN, doivent respecter le CCTP du présent accord-cadre de travaux comprenant les règles des Fascicules du CCTG et les prescriptions techniques locales de la Communauté de communes du Pays de Nay.

Ces travaux devront être exécutés par des attributaires répondant aux conditions de qualifications relatives à la pose de réseaux humides comme celles de la F.N.T.P. notamment, ou de qualifications équivalentes comme Canalisateurs de France, etc....)

Les niveaux de qualifications requises ou équivalentes demandées pour les travaux d'eau potable sont :

Libellés	Signature
Identification F.N.T.P. 511 Construction de réseaux d'adduction et de distribution d'eau sous pression (potable ou brute) Ensemble de conduites d'amenée, de distribution y compris les branchements, les appareils de sectionnement, de raccordement et de protection ayant satisfait aux essais de pression et de compactage prévus au cahier des charges, et conformes aux dispositions du fascicule 71	Non
RESEAUX D'EAU POTABLE Identification F.N.T.P. 5113 Etablis en canalisations de DN ≤ 300mm en site non urbain avec reprise de branchements existants ou avec création de branchements neuf En site non urbain uniquement, pour réalisation d'un réseau neuf ou en remplacement ou renforcement de l'existant et avec la reprise ou la réalisation des branchements	Non
Identification F.N.T.P. 5118 Etablis en canalisations de DN ≤ 300mm en site urbain avec reprise de branchements existants ou avec création de branchements neuf En site urbain uniquement, pour réalisation d'un réseau neuf ou en remplacement ou renforcement de l'existant et avec la reprise ou la réalisation des branchements	Non
CONSTRUCTION DE RESEAU PAR PROCEDES SPECIAUX Identification F.N.T.P. 7311 Forage horizontal, fonçage par poussage	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. **Attention : les clients d'un opérateur ne constituent pas de tels tiers.** Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en langue française. Les candidats ne sont cependant pas autorisés à se limiter d'indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'autres informations particulières sur celles-ci.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) fourni par la Communauté de Communes, à accepter sans modification et entièrement complété. Merci de remettre ce document en fichier Excel (avec possibilité d'une copie en format PDF).	Non
Un mémoire technique reprenant les points abordés à l'article 8.2 du présent document	Non
Les fiches « produits ou techniques » des principaux matériaux utilisés sur les chantiers et éventuellement, les références des fournisseurs correspondants	Non

Les autres pièces du marché ne sont pas à remettre dans l'offre. Le candidat s'engage à respecter les documents contractuels.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 – DQE « masqués »

Afin de permettre l'évaluation des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et de juger de leur cohérence, le principe des Détail Quantitatif Estimatif (DQE) masqués a été retenu afin ne pas induire en erreur les entreprises dans leur réponse. Le DQE permet d'analyser un ensemble de prix pour une ou plusieurs opérations fictives. Il ne s'applique donc pas à l'ensemble des postes de prestations prévus dans le BPU.

Avec des DQE non cachés, les candidats pourraient modifier leurs prix suivant les quantités fournies. Or le DQE est un document non contractuel et les quantités ne correspondent pas forcément à ce qui sera réellement commandé chaque année dans le cadre de cet accord-cadre.

Ces DQE ont été établis en parallèle à la préparation de la consultation et donc avant la remise des offres. Ils ont été remis au service commande publique garant de sa confidentialité et de son authenticité.

A la réception des offres, les personnes en charge de l'analyse des dossiers rempliront les DQE « cachés », avec les prix unitaires de chacun des candidats indiqués dans les Bordereau de Prix Unitaires.

Les trois opérations de travaux présentées dans le présent accord-cadre pour l'évaluation des candidats sont les trois opérations suivantes dont les Détails Quantitatifs Estimatifs sont masqués (l'administration ne les présente pas à la consultation mais les a arrêtés pour l'analyse des offres sur la base du remplissage des prix par les candidats dans le Bordereau des Prix Unitaires cadre présenté au présent DCE. Les opérations de travaux présentés dans le présent accord-cadre pour l'évaluation des candidats doivent permettre aux candidats d'apprécier les 3 types de chantier sur l'ensemble du territoire.

- Opération n°01 : Renouvellement du réseau d'eau potable sur la commune d'ASSON
– Rue de BEEZ
Annexe graphique n°01 : Plan_DCE_01_CCPN-AEP-ASSON-PLANCHE 1
Annexe graphique n°02 : Plan_DCE_01_CCPN-AEP-ASSON-PLANCHE 2
- Opération n°02 : Renouvellement conduite eau potable sur la commune de BORDES
– Rue du Bois
Annexe graphique n°03 : Plan_DCE_02_CCPN-AEP-BORDES
- Opération n°03 : Renouvellement conduite eau potable sur la commune de COARRAZE – Avenue Pierre SEMARD
Annexe graphique n°04 : Plan_DCE_03_CCPN-AEP-COARRAZE

6.3 – Visite sur site

Pas de visite des sites prévu.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <http://demat-ampa.fr>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE NAY
Service Commande Publique
250 Rue Monplaisir
64800 BENEJACQ

Horaires d'ouverture au public :
Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

Traitement de texte (.doc, .rtf), Tableur (.xls), Diaporama (.ppt), Format Acrobat (.PDF), Images (.JPG, .GIF, .png), dossiers compressés (.zip), les pièces contenues dans le fichier compressé doivent être signées individuellement), Autocad lecture seule. Les fichiers déposés ne doivent pas contenir de macros ou de virus. Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 100 caractères, ne pas être accentués, et ne pas contenir de caractères spéciaux.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les

services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Toute offre papier sera considérée comme irrégulière et non susceptible de régularisation.

7.3 - Signature des offres au moment du dépôt

La signature électronique de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue, sera tenu de la signer et de l'accompagner des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat à hauteur du montant du marché.

Cette personne est :

- Soit le représentant légal du candidat (Président, gérant, ...)
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait que, si le signataire des documents produits n'est pas le représentant légal du candidat, les documents attestant l'habilitation du signataire, établis par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisés, doivent impérativement être joints dans le pli du candidat. En outre, le bénéficiaire de la délégation de pouvoir ou de signature doit être habilité à signer pour le montant de l'offre pour laquelle il s'engage.

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer électroniquement leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera attribué. Tout défaut de signature, retard, ou réticence du candidat retenu l'expose à une action en responsabilité.

8 - Examen des candidatures et des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

8.1 - Sélection des candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que l'analyse des candidatures aura lieu au plus tard avant l'attribution du marché public.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai fixé dans la demande de complément.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Valeur Technique	60.0
2- Prix des prestations	40.0

La valeur technique sera notée sur 60 points et appréciée au regard des éléments présents dans le mémoire technique du candidat, soit :

- Qualité de l'installation de chantier et les moyens mis en œuvre pour la protection des usagers, des riverains et pour assurer la circulation autour du chantier (plan de circulation), concernant les 3 chantiers types, pour 5 points ;
- Qualité des moyens en personnel avec organigramme d'exécution et CV des personnels ainsi que les habilitations pour le personnel **affecté à l'étude** (dossier d'exécution avant travaux), pour 5 points ;
- Qualité de l'exemple de dossier d'exécution complet pour un chantier type sachant qu'un SPS sera systématiquement désigné, pour 5 points ;
- Qualité de la note présentant les procédés et moyens d'exécution envisagés proposés par le soumissionnaire par « chantier type » relatif aux 3 DQE masqués, pour 5 points ;
- Qualité des moyens matériels et humains pour chaque chantier type relatifs aux 3 DQE masqués (personnel et matériels dédiés à l'exécution des travaux), pour 5 points ;
- Qualité de la proposition d'un programme d'exécution (planning détaillé par chantier type) pour les chantiers relatifs aux 3 DQE masqués, pour 5 points ;

- Qualité de la proposition d'un tableau exhaustif (par chantier) définissant les coûts unitaires des personnels, des matériels, des fournitures et des frais généraux mis en œuvre pour les chantiers relatifs aux 3 DQE masqués, pour 5 points ;
- Qualité des principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène ainsi que les conditions de travail des personnels sur le site d'exécution des travaux, pour 5 points ;
- Qualité des dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier avec désignation dans l'offre des centres de valorisation visés, pour 5 points ;
- Qualité de la méthodologie développée par le candidat pour le respect de la charte qualité « pose des réseaux d'eau potable », pour 5 points ;
- Qualité de la présentation de la démarche environnementale de l'entreprise sur chantier – hors gestion des déchets (performance énergétique des engins et véhicules, gestion des ressources, choix des fournitures, limitation des nuisances de chantier, ...), pour 5 points ;
- Qualité de la présentation de la démarche globale de l'entreprise pour rendre son activité éco-responsable (prise en compte d'élément de développement durable et notamment le développement des matériaux recyclés, bilan carbone, ...), pour 5 points.

Le barème de notation sera le suivant :

N = 5 Elément défini de manière excellente
 N = 4 Elément défini de manière bonne et conforme
 N = 3 Elément bien défini avec quelques approximations
 N = 2 Elément défini de manière passable, pas toujours adapté
 N = 1 Elément défini de manière médiocre et insuffisante
 N = 0 Elément non défini

Le prix sera noté sur 40 points et apprécié au regard du montant total TTC indiqué au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) – soit la moyenne des notations des 3 DQE correspondants aux 3 chantiers types fournis en annexe.

Les offres anormalement basses, après vérification seront écartées par l'entité adjudicatrice.

L'offre la moins disante se verra attribuer la note maximale soit 40 points.

Les autres candidats seront notés par rapport à l'écart entre leur offre de prix et l'offre la moins disante, soit : $\text{Note prix} = 40 \times (\text{offre du moins disant} / \text{offre du candidat})$.

Dans le cadre de cette consultation, la comparaison des offres de prix serait faite à partir d'un détail quantitatif estimatif (DQE) masqué, c'est-à-dire non fourni aux candidats, correspondant à une simulation de bon de commande ou de marché subséquent. L'acheteur public complètera ce document à partir des prix remis par les candidats dans le bordereau des prix (BPU). **La notation du critère prix sera la moyenne des notations des 3 DQE correspondants aux 3 chantiers types fournis en annexe.**

Il est important également de souligner que les DQE contiennent un tronc commun, un tronc spécifique à la conduite principale et un tronc pour les branchements afin de vérifier les ratios par type de travaux

Ces DQE ont été établis en parallèle à la préparation de la consultation et donc avant la remise des offres. Ils ont été remis au service commande publique garant de sa confidentialité et de son authenticité.

A la réception des offres, les personnes en charge de l'analyse des dossiers rempliront les DQE « cachés », avec les prix unitaires de chacun des candidats indiqués dans les Bordereau de Prix Unitaires.

8.3 - Négociation

Les candidats sont informés que dans le cadre de la consultation passée selon une procédure adaptée, l'entité adjudicatrice procèdera à une phase de négociation qui se déroulera selon la procédure décrite ci-après. Toutefois, l'entité adjudicatrice s'accorde la liberté de renoncer à la négociation en cours de consultation.

8.3.1 – Limitation du nombre de candidat admis à négocier

En cas de recours à la négociation, l'ensemble des candidats seront admis dans la phase de négociation.

8.3.2 – Cadre général de la négociation

Les candidats sont informés que dans le cadre de la consultation passée selon une procédure adaptée, si le classement et la qualité des offres régulières le permettent, l'entité adjudicatrice procèdera à une phase de négociation qui se déroulera selon la procédure décrite à l'article 8.3.3 du présent règlement. Il est rappelé que l'entité adjudicatrice s'accorde la liberté de renoncer à la négociation en cours de consultation.

Dans le cadre d'une négociation, les demandes de l'entité adjudicatrice porteront soit sur les aspects spécifiques du dossier de chaque candidat, soit sur une optimisation générale de sa proposition, le candidat disposant alors de la faculté de faire évoluer son offre sur ces aspects s'il le souhaite.

Il est précisé que l'entité adjudicatrice accepte les adaptations financières des propositions (à la hausse ou à la baisse) sous réserve que ces adaptations soient en lien avec les négociations.

L'entité adjudicatrice souhaite que les candidats formulent leur meilleure proposition financière dès la remise de leur offre initiale.

La finalité de la négociation consiste à réaliser l'achat au meilleur rapport qualité prix que le marché peut offrir. Donc, l'entité adjudicatrice informe les candidats que la phase de négociation lors de la passation du marché de travaux dans le cadre de procédure adaptée doit être considérée comme un « levier d'économie ».

Dans ce cas ;

- Si pendant cette phase de négociation, l'ensemble des discussions entre l'entité adjudicatrice et les entreprises candidates n'atteignaient pas le but d'obtenir la meilleure adéquation possible entre l'offre et les besoins exprimés ;

- Ou si l'ensemble des offres initiales sont maintenue par les candidats admis à négocier ;

L'entité adjudicatrice notifiera alors aux candidats, que la phase de négociation n'a abouti à aucune amélioration et donc que le classement de la première analyse des plis vaudra pour proposition d'attribution.

8.3.3 – Déroulement de la phase de négociation

1/ Après analyse des offres, le représentant de l'entité adjudicatrice pourra engager une phase de négociation avec l'ensemble des candidats.

2/ Dans le cadre d'une négociation écrite, les candidats admis à négocier recevront les courriers de négociation via la plateforme de dématérialisation.

3/ La communauté de Communes se laisse également la possibilité de procéder à une audition les candidats. Ces derniers seront invités individuellement, via la plateforme de dématérialisation à une séance de négociation.

La convocation mentionnera le lieu, la date et l'heure, la durée, ainsi que les points de l'offre qui feront l'objet de la négociation. Dans le cas où la Collectivité procèderait à une audition, celle-ci serait réalisée sur place, au siège de la Communauté de Communes (un système de rétroprojection et l'accès à internet seront fournis par la Communauté de Communes) ou en distancielle selon le choix des candidats. Dans ce cas il est précisé que :

- Préalablement à la tenue des auditions, des questions écrites pourront être adressées aux soumissionnaires appelés à négocier, lesquels devront répondre dans un délai déterminé identique pour l'ensemble des soumissionnaires appelés à négocier,
- L'invitation à l'audition, qui reste à l'initiative du maître d'ouvrage, sera effectuée par écrit et indiquera le cas échéant l'ordre du jour de l'audition. A l'occasion de cette invitation, des éléments complémentaires pourront être exigés avant la tenue des négociations, afin de les préparer.

4/ A l'issue de cette séance de négociation, les candidats seront invités à remettre, dans un délai qui sera identique à l'ensemble des candidats admis à la négociation, leur nouvelle offre économique ou à confirmer leur offre économique initiale.

5/ S'il y a lieu (c'est-à-dire production d'offres négociées), après analyse des offres négociées, l'entité adjudicatrice réalisera un nouveau classement en application des critères de sélection des offres. Le nouveau classement des offres globales jugées sur les critères d'analyse sera réputé comme final et définitif.

6/ Il est rappelé qu'à tout moment, l'entité adjudicatrice peut déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général. En pareil cas, les candidats en seront informés.

8.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents sera fixé dans la demande de pièces.

Dans le cas où les candidats retenus n'auraient pas signé, lors du dépôt de son offre, les actes d'engagement et les BPU, ceux-ci leur seront renvoyés pour signature. A réception des documents signés, l'entité adjudicatrice apposera son visa pour conclusion de l'accord-cadre. Ce dernier sera ensuite notifié au candidat.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <http://demat-ampa.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

En cas de difficulté d'utilisation de la plateforme de dématérialisation des marchés publics, un service d'assistance en ligne est disponible sur le site <http://demat-ampa.fr> via la languette à droite de votre écran (pictogramme BLEU).

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Pau
50 cours Lyautey
64010 PAU CEDEX
Tél : 05 59 84 94 40
Télécopie : 05 59 02 49 93
Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Pau
Villa Noulibos
50 cours Lyautey
64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40
Télécopie : 05 59 02 49 93
Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends Relatifs aux
Marchés Publics de BORDEAUX
DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C
Immeuble Le Pôle
11, avenue Pierre Mendès France
33700 MERIGNAC
Tél : 05 55 12 20 47
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr